

Les dessous de la libération d'Asia Bibi



« *Nos prières ont été entendues* », s'exclame Kamran Chaudhry, journaliste catholique de Lahore joint par *La Vie* quelques minutes après la décision de la Cour suprême du Pakistan. L'audience de ce 29 janvier ne devait être qu'une formalité, mais tous les chrétiens du Pakistan et les soutiens d'Asia Bibi dans le monde entier retenaient leur souffle tant ce procès est hors norme. Ils peuvent maintenant respirer. Asia Bibi est libre, vraiment libre. Théoriquement, plus rien ne la retient dans ce pays où elle est menacée de mort par des islamistes et elle pourrait rejoindre, dans les heures ou les jours qui viennent, ses filles qui se trouvent déjà au Canada, selon l'agence Associated Press.

[L'affaire Asia Bibi retourne \(encore\) devant la Cour suprême du Pakistan](#)

La Cour suprême du Pakistan qui avait déjà acquitté Asia Bibi le 31 octobre 2018, a en effet refusé de rouvrir le dossier. Elle a rejeté la demande de révision du procès déposée par Qari Muhammad Salaam, l'imam qui avait déposé la première plainte contre elle en 2009. « *C'était attendu, mais cette nouvelle est vraiment importante pour Asia Bibi et pour le Pakistan. Cette décision montre que nous pouvons avoir confiance dans le système judiciaire pakistanais* », explique à *La Vie* Peter Jacob, défenseur historique de la cause des minorités au Pakistan et directeur du Centre pour la justice sociale.

De multiples rebondissement judiciaires

C'est donc l'épilogue judiciaire d'une histoire tragique qui a duré près de 10 ans et qui a eu un retentissement international. En juin 2009, la chrétienne avait été accusée par d'autres ouvrières

agricoles d'avoir eu des paroles blasphématoires contre le prophète Mahomet, un crime passible de la peine de mort au Pakistan en vertu de l'article 295-C du code pénal. En novembre 2010, et malgré le fait qu'elle ait toujours nié avoir insulté le Prophète, Asia Bibi, mère de cinq enfants, était donc condamnée à mort et incarcérée pendant huit ans avant d'être acquittée après de multiples rebondissement judiciaires.

[Tous nos articles sur l'affaire "Asia Bibi"](#)

Son cas qui a fait le tour du monde est pourtant loin d'être unique, comme *La Vie* l'avait raconté. Depuis sa création en 1987, la commission nationale Justice et Paix, l'organe de l'Église catholique pakistanaise dédiée à la défense des droits des minorités religieuses, recense 1505 cas de blasphème. Dans environ un cas sur deux, les personnes inculpées sont elles-mêmes musulmanes, mais les chrétiens sont surreprésentés par rapport à leur faible poids dans la société, puisqu'ils sont impliqués dans un tiers des cas alors qu'ils ne sont que 1 à 2% de la population du Pakistan. Beaucoup croupissent en prison pendant des années, voyant leur procès sans cesse repoussé. « *L'acquiescement définitif d'Asia Bibi montre à quel point cette loi sur le blasphème est détournée*, souligne James Channan, dominicain pakistanaise très impliqué dans le dialogue interreligieux. *Des gens innocents sont jetés en prison juste à cause de problèmes de voisinage !* »

[Pakistan : Être chrétien au pays d'Asia Bibi](#)

Appliquer les droits des minorités religieuses

La décision de la Cour suprême du Pakistan aura-t-elle des conséquences positives pour les chrétiens du Pakistan ? « *Nous espérons que cette libération va ouvrir la porte à une discussion sur l'usage abusif de cette loi blasphème*, estime Peter Jacob. *Peut-être le cas d'Asia Bibi va-t-il permettre aux décideurs de prendre conscience que, d'une manière ou d'une autre, ces abus doivent cesser.* » Après-demain se réunit d'ailleurs une commission de travail mise en place par la Cour suprême, destinée à mieux appliquer les droits des minorités religieuses au Pakistan. « *La question du blasphème devrait être à l'ordre du jour* », espère le défenseur des droits, qui fait partie de cette commission.

[Au Pakistan, un prêtre et un imam au service de la paix](#)

Même si les chrétiens restent prudents, craignant des représailles après un telle décision, l'action des autorités est saluée par nombre d'entre eux. Après les énormes manifestations de protestations contre l'acquiescement de la chrétienne fin octobre 2018 et les appels à la mutinerie dans l'armée, elles ont fait arrêter plusieurs centaines de leaders du parti islamiste TLP, montrant leur volonté de ne pas céder devant les plus radicaux. « *Nous avons l'impression que les autorités pakistanaises ont malgré tout appris des erreurs du passé* », estime Kamran Chaudhry, qui veut voir les efforts qui ont été fait pour garantir la sécurité des fidèles. « *Le dernier attentat contre une grosse église au Pakistan a eu lieu dans le quartier de Youhanabad, à Lahore en 2015 ; aujourd'hui nous*

nous sentons plus en sécurité qu'avant quand nous allons à la messe. »

Reste, malgré ces points positifs, un immense sentiment de gâchis. D'abord pour Asia Bibi, qui a passé des années en prison, coupée de sa famille, empêchée de voir grandir ses enfants. Ensuite pour toutes les victimes collatérales liées à son cas. En janvier 2011, le gouverneur du Penjab, Salman Taseer, a été assassiné par l'un de ses gardes du corps après avoir pris la défense d'Asia Bibi et s'être élevé contre la loi sur le blasphème. Moins de deux mois plus tard, en mars 2011, le ministre des minorités religieuses a été abattu pour les mêmes raisons. *« Nous ressentons aussi une grande tristesse de voir qu'Asia Bibi, même innocente, ne peut pas rester dans le pays soupire James Channan. C'est impensable pour nous : alors qu'elle n'a rien fait, elle va être coupée de sa famille élargie et ne va pas être libre d'aller et venir au Pakistan. C'est cela, l'épée de Damoclès que les islamistes font peser au-dessus de nos têtes. »*